



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cahier des Clauses Particulières**

**n° DGFIP-DRS-2500038 du 17/11/2025**

**MAINTENANCE ET SUPPORT DES LICENCES IBM  
RATIONAL**



FINANCES PUBLIQUES

# Table des matières

<b>1.ARTICLE 1 - PRÉSENTATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2 FORME ET DURÉE.....	4
1.2.1 Forme du marché.....	4
1.2.2 Durée du marché.....	4
1.3 MONTANT MAXIMAL DES PRESTATIONS.....	4
<b>2.ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>5</b>
<b>3.ARTICLE 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION ADMINISTRATIVE DES PRESTATIONS.....</b>	<b>5</b>
3.1 MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	5
3.2 MENTIONS DEVANT FIGURER SUR UN BON DE COMMANDE.....	6
<b>4.ARTICLE 4 - VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET ATTESTATION DU SERVICE FAIT.....</b>	<b>6</b>
<b>5.ARTICLE 5 - ÉVOLUTION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>6</b>
<b>6.ARTICLE 6 - PRIX.....</b>	<b>7</b>
6.1 MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	7
6.2 MODALITÉS D'ACTUALISATION DES PRIX.....	7
<b>7.ARTICLE 7 - FACTURATION ET MODALITÉS DE PAIEMENT.....</b>	<b>8</b>
7.1 FACTURATION.....	8
7.2 TRANSMISSION DES FACTURES.....	8
<b>8.ARTICLE 8 - DÉMATÉRIALISATION.....</b>	<b>9</b>
<b>9.ARTICLE 9 - RÈGLEMENT.....</b>	<b>10</b>
9.1 PAIEMENT.....	10
9.2 INTÉRÊTS MORATOIRES.....	10
<b>10.ARTICLE 10 - ORGANISATION DU TITULAIRE.....</b>	<b>10</b>
10.1 SOUS-TRAITANCE.....	10
10.2 GROUPEMENT.....	10
<b>11.ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>11</b>
11.1 DROITS DU TITULAIRE.....	11
11.1.1 Avance.....	11
11.1.2 Cession ou nantissement de créances.....	11
11.2 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL.....	11
<b>12.ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITÉ.....</b>	<b>12</b>
<b>13.ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE.....</b>	<b>12</b>
<b>14.ARTICLE 14 - PÉNALITÉS.....</b>	<b>12</b>
14.1 PÉNALITÉS POUR RETARD ET DÉFAUT DE PRISE EN COMPTE.....	12
14.2 PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DES TEMPS DE RÉTABLISSEMENT.....	13
14.3 PÉNALITÉ POUR SOUS-TRAITANCE NON DÉCLARÉE.....	13
14.4 PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS.....	13
<b>15.ARTICLE 15 - SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ.....</b>	<b>13</b>

<b>16.ARTICLE 16 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL.....</b>	<b>13</b>
<b>17.ARTICLE 17 - RÉSILIATION.....</b>	<b>14</b>
<b>18.ARTICLE 18 - GESTION DES DIFFÉRENTS ET DES CONTENTIEUX.....</b>	<b>15</b>
18.1 RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENTS INTÉGRANT LE RECOURS À LA MÉDIATION INTERNE.....	15
18.2 JURIDICTION COMPÉTENTE.....	16
<b>19.ARTICLE 19 - LANGUE ET MONNAIE.....</b>	<b>16</b>
<b>20.ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES 2021 DES MARCHES PUBLICS DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION.....</b>	<b>16</b>
<b>21.ARTICLE 21 - LES INTERVENANTS AU MARCHÉ.....</b>	<b>17</b>
21.1 LES INTERVENANTS DU TITULAIRE.....	17
21.1.1 Interlocuteur unique.....	17
21.1.2 interlocuteurs techniques.....	17
21.2 LES INTERVENANTS DE LA DGFIP.....	17
<b>22.ARTICLE 22 - PRESTATIONS ATTENDUES.....</b>	<b>17</b>
<b>23.ARTICLE 23 - CONTENU DES PRESTATIONS.....</b>	<b>17</b>
23.1 MODALITÉS DE RÉALISATION.....	18
23.1.1 Fourniture d'une documentation.....	18
23.1.2 Résolution des Problèmes Logiciels.....	18
23.1.3 Télé assistance.....	19
23.1.4 Mises à jour et nouvelles Versions.....	19
23.1.5 Prise en compte des anomalies et délais de résolution.....	19
23.2 EXCLUSION DU SUPPORT.....	20
<b>24.ARTICLE 24 - CONCESSION DE DROIT D'USAGE DE LOGICIELS ET ÉTENDUE DES DROITS CONCÉDÉS.....</b>	<b>20</b>
24.1 INTERDICTION DE CÉDER LES PROGICIELS.....	21
24.2 AUTORISATION DE COPIER.....	21
24.3 DÉCOMPILATION.....	21
24.4 PERTE OU DÉTÉRIORATION.....	21
24.5 OBLIGATION DU TITULAIRE.....	21
<b>25.ARTICLE 25 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....</b>	<b>22</b>
25.1 DÉMATÉRIALISATION DES LIVRABLES ET DÉPLACEMENTS.....	22
25.2 TRANSMISSION DU BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (BEGES).....	22
25.3 RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE.....	22
<b>26.ARTICLE 26 - CLAUSE SOCIALE : ÉGALITÉ DE RÉMUNÉRATION ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES AFFECTÉS À L'EXÉCUTION DU PRÉSENT MARCHÉ.....</b>	<b>23</b>

### ARTICLE 1 - PRÉSENTATION DU MARCHÉ

#### 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance et le support de licences IBM Rational.

Ces licences ont fait l'objet d'une concession de droit d'usage perpétuelle à la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) dans le cadre d'un marché précédent.

*Les prestations sont décrites dans la partie « clauses techniques » infra (à partir de l'article 21).*

#### 1.2 Forme et durée

##### 1.2.1 Forme du marché

Le marché est un marché mono-attributaire, dont les prestations sont réalisées sur la base de prix unitaires exécutées par bons de commande.

Le marché est composé d'un lot unique en application de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique.

##### 1.2.2 Durée du marché

Sous réserve des stipulations qui, par nature, ont un effet d'une durée supérieure, le présent marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa prise d'effet qui correspond à la plus tardive de ces deux dates :

- soit le 22 mars 2026 ;
- soit la date de notification.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le marché est reconductible tacitement à la date anniversaire de sa prise d'effet, par période de douze (12) mois. Le titulaire ne peut s'y opposer.

Le marché comporte au maximum trois (3) reconductions après la période initiale. Il a une durée totale maximale de quarante-huit (48) mois.

Les dispositions du présent document s'appliquent à la période initiale et à chaque période de reconduction.

Si la personne publique décide de ne pas reconduire le marché, elle notifie sa décision au titulaire au minimum un (1) mois avant sa date anniversaire de prise d'effet. Le titulaire est tenu d'assurer l'exécution de l'ensemble des prestations prévues pendant la période allant de la notification de la non-reconduction jusqu'à la date d'effet de celle-ci.

La décision de non reconduction n'a pas à être motivée et ne donne lieu à aucune indemnisation du titulaire.

#### 1.3 Montant maximal des prestations

Le présent marché est conclu sans minimum en quantité ou en valeur.

En application de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique, le montant maximum du marché est fixé à 1 200 000 € HT (soit 1 440 000 € TTC) pour sa durée maximale de quatre (4) ans.

## ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

Les documents contractuels le constituant sont, dans l'ordre de priorité décroissant :

- l'**acte d'engagement** (DGFIP-DRS-2500038\_AE), dûment complété, daté et signé électroniquement par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- l'**annexe financière** (DGFIP-DRS-2500038\_BPU) ;
- le **présent cahier des clauses particulières** (DGFIP-DRS-2500038\_CCP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- le **cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC)** approuvé par arrêté du 30 mars 2021 en cours de validité ;
- le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 ;
- l'offre technique du titulaire.

Le marché constitué des pièces et documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des documents des parties.

En cas de contradiction entre ces différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre d'énumération ci-dessus.

Les dérogations au CCAG-TIC sont listées à l'article 20 du présent CCP.

## ARTICLE 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION ADMINISTRATIVE DES PRESTATIONS

Le titulaire exécute les prestations dans le respect du présent document et selon les moyens décrits dans son offre technique.

### 3.1 Modalités d'émission des bons de commande

Chaque bon de commande, établi *via* l'application CHORUS, est adressé au titulaire obligatoirement par voie dématérialisée.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix figurant dans l'annexe financière.

La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Le délai d'exécution applicable pour la réalisation des prestations est précisé dans le bon de commande pour chacune des prestations.

La durée d'exécution des bons de commande ne pourra excéder une durée de douze (12) mois et devra être achevée au plus tard six (6) mois après la date de fin de validité du marché.

### **3.2 Mentions devant figurer sur un bon de commande**

La DGFIP adresse au titulaire des bons de commande comportant les indications suivantes :

- un numéro et une date de commande ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du présent marché ;
- le code service exécutant – les coordonnées du service émetteur du bon de commande ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- l'identification du titulaire ;
- l'objet et la description des prestations ;
- la désignation et le nombre d'unités d'œuvre commandées ;
- la date de début de la prestation et le délai d'exécution de la prestation ;
- le prix unitaire hors taxes et toutes taxes comprises des unités d'œuvre commandées ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- le montant de la TVA ;
- le service à contacter pour toute information relative à la commande ;
- la désignation du service facturier auquel les factures devront être adressées.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la commande pour présenter ses remarques et observations sur la rédaction du bon de commande. La DGFIP rédige le cas échéant un bon de commande rectificatif, qui annule et remplace le précédent. Passé ce délai, la commande est réputée acceptée sans réserve.

### **ARTICLE 4 - VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET ATTESTATION DU SERVICE FAIT**

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux dispositions contractuelles.

L'admission des prestations de maintenance et de support est prononcée à l'échéance de chaque trimestre.

Tout manquement à l'exécution des prestations peut donner lieu à l'application de pénalités (cf. article 14 du présent document).

### **ARTICLE 5 - ÉVOLUTION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION**

En application de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, pendant l'exécution du marché et dans la limite de l'objet du marché, la DGFIP peut proposer au titulaire des modifications ou accepter des modifications qui lui seraient proposées portant sur le périmètre des prestations fournies.

Outre les cas prévus aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

■ si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, en cas de modification de la composition de ce groupement, à la double condition que :

- le groupement ainsi modifié remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
- la modification du groupement soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire, résultant d'une cession du marché intervenant dans le cadre d'une cession conventionnelle, d'une cession partielle ou totale d'activités liée à une opération de rachat, fusion, acquisition ou d'insolvabilité, à la double condition que :

- le nouveau titulaire remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;-
- la cession du marché soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de cession du marché par la DGFIP à toute entité publique reprenant tout ou partie des missions de la DGFIP, dès lors que ces missions s'appuient sur l'exécution du présent marché.

L'avenant porté par la DGFIP est transmis au titulaire *via* la PLACE, avec ou sans modification de l'annexe financière.

## ARTICLE 6 - PRIX

### 6.1 Modalités de détermination des prix

Les prix figurent pour chaque prestation, sur l'annexe financière DGFIP-DRS-2500038\_AF, et sont exprimés en euros en hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) avec deux (2) décimales. Ils s'entendent tous frais compris.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur au moment du fait générateur.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire.

Les prix sont unitaires, fermes et actualisables.

### 6.2 Modalités d'actualisation des prix

Les prix sont fermes pour la durée maximale du marché. Ils sont actualisés s'il s'est écoulé plus de trois mois entre la date de dépôt de l'offre par le titulaire et la date de prise d'effet du marché, par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,40 + 0,60 \times (CPF\ 58.2 / CPF\ 58.2_o)]$$

dans laquelle :

P = prix actualisé hors TVA ;

P<sub>o</sub> = prix de l'offre ;

CPF 58.2 = valeur de l'indice correspondant au trimestre du troisième mois précédant la date de prise d'effet du marché ou, s'il n'est pas encore définitif au dernier indice publié<sup>1</sup> ;

CPF 58.2<sub>o</sub> = valeur de l'indice correspondant au trimestre du mois de la date limite de dépôt de l'offre par le titulaire ou, s'il n'est pas encore définitif au dernier indice publié, au trimestre précédent<sup>2</sup> ;

<sup>1</sup> Y compris indice non définitif.

<sup>2</sup> Y compris indice non définitif.

CPF 58.2 : indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Édition de logiciels (identifiant 010766522).

Les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, il sera procédé à l'arrondi arithmétique de la manière suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient d'actualisation final est arrondi au millième supérieur. Les prix ainsi actualisés sont arrondis au centième supérieur conformément à la présentation de l'annexe financière.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

## **ARTICLE 7 - FACTURATION ET MODALITÉS DE PAIEMENT**

### **7.1 Facturation**

La facturation est effectuée trimestriellement à terme échu.

### **7.2 Transmission des factures**

En application des articles L. 2192-1 à L. 2192-7, D. 2192-1 à D. 2192-2 et R. 2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses factures sous format électronique, *via* le portail public de facturation Chorus pro, soit en saisissant les données de facturation soit en déposant directement les fichiers au format *.pdf* sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

En application de l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique, les factures doivent porter, outre les mentions légales prévues à l'article 242 nonies A de l'annexe II du Code général des impôts (CGI), les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro de la facture, à caractère unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ;
- les noms, adresse et numéro SIRET du titulaire ;
- le numéro de compte bancaire du titulaire tel que précisé dans l'acte d'engagement ;
- le nom du service bénéficiaire ;
- les nom et adresse du service destinataire de la facture ;
- le code d'identification du service exécutant en charge du paiement ;
- le numéro d'engagement juridique Chorus (court) et la date du présent marché ;
- le numéro du bon de commande Chorus ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations ;
- la nature et les quantités des prestations réalisées ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) ;
- le montant total HT ;
- le taux et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- le montant total hors taxes (HT) ;



- le montant total toutes taxes comprises (TTC).

Les factures sont libellées au nom du service bénéficiaire de la DGFIP et transmises *via* le portail Chorus pro au service facturier du Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel (SCBCM) – Centre de gestion financier – Bâtiment Necker – Télédocus 716 – 120, Rue de Bercy – 75 572 PARIS Cedex 12 Finances, dont le code est **FAC9470075**.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture qui pourra entraîner son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier mentionné supra. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme.

En application de l'article R. 2193-10 du Code de la commande publique, en cas de recours à la sous-traitance, si le montant dû au(x) sous-traitant(s) est égal ou supérieur à 600 euros TTC, les factures de ce dernier doivent également indiquer :

- la qualité du sous-traitant présentant sa facture et le nom du titulaire du marché ;
- le numéro de SIREN du sous-traitant.

En rappel, dans le cadre d'un groupement, le mandataire est seul habilité à présenter la demande de paiement au service ayant passé la commande.

## **ARTICLE 8 - DÉMATÉRIALISATION**

Les procès-verbaux de réception sont transmis au titulaire sous forme dématérialisée. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne à laquelle ces documents seront transmis.

Pour l'envoi de ses factures sous forme dématérialisée, le titulaire pourra utiliser :

- soit le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) qui permet une saisie des factures en ligne ou un dépôt au format pdf (cf. conditions d'utilisation sur le site) ;
- soit la procédure d'échange de données informatisées (EDI). Pour la mise en œuvre de cette procédure, le titulaire doit contacter l'AIFE.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques « aide » ou « en savoir plus ».

## **ARTICLE 9 - RÈGLEMENT**

### **9.1 Paiement**

Les paiements sont effectués, par virement avec mandatement, selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG/TIC.

Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

Le point de départ du délai global de paiement du titulaire correspond à la plus tardive de ces deux dates : date de réception de la facture ou du procès-verbal attestant du service fait.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès verbal de réception émis par les services de la personne publique.

Pour toute indemnité de résiliation versée au titulaire, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle le montant de l'indemnité est arrêté.

## **9.2 Intérêts moratoires**

En application des articles L. 2192-12, L. 2192-13 et R. 2192-31 à 36 et D.2192-35 et D. 2192-36 du Code de la commande publique, le défaut de paiement dans le délai global de trente (30) jours des sommes dues en principal emporte, de plein droit et sans autre formalité, versement d'intérêts moratoires et versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au profit :

- du titulaire du marché ;
- du sous-traitant du marché soumis au régime du paiement direct en application de l'article R. 2193-10 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 10 - ORGANISATION DU TITULAIRE**

### **10.1 Sous-traitance**

La sous-traitance est régie par les dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation préalable par la personne publique du sous-traitant proposé par le titulaire.

Tout nouveau sous-traitant pressenti pour réaliser une prestation doit obligatoirement être déclaré à la DGFIP avant le début de la prestation. Le titulaire adresse alors le ou les formulaires de déclaration de sous-traitance (DC4) accompagnés des pièces justificatives prévues à cet effet attestant de ses capacités professionnelles et financières.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations y compris en cas de recours à la sous-traitance.

La non-présentation d'un sous-traitant à la DGFIP entraîne l'application de la pénalité mentionnée à l'article 14.3 du présent document.

Le contrat de sous-traitance peut être demandé par la DGFIP.

### **10.2 Groupement**

Le titulaire du marché peut être un groupement solidaire ou conjoint.

Quelle que soit la forme du groupement, la DGFIP demande à disposer d'un référent qui le représente lors des réunions pour assurer la mission d'interlocuteur unique (cf. article 21.1 du présent document).

Cet interlocuteur unique, le mandataire, est désigné par les membres. Il a pour mission de les représenter et dispose de tous pouvoirs d'action.

Si le titulaire est un groupement conjoint, son mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

## **ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **11.1 Droits du titulaire**

#### **11.1.1 Avance**

Le titulaire bénéficie, sauf refus de sa part sur l'acte d'engagement, de l'avance prévue aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R. 2191-3 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-7 et R.2191-10 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Ce taux est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprises mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et 12 du Code de la commande publique.

#### **11.1.2 Cession ou nantissement de créances**

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou nantissement de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles L. 2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

L'agent de l'État compétent pour fournir les renseignements énumérés aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du Code de la commande publique est désigné dans l'acte d'engagement. Les coordonnées du comptable en charge du paiement figurent à l'article 7.2 du présent document.

### **11.2 Obligation d'information et de conseil**

Le titulaire informe la DGFIP de toute difficulté rencontrée dans la réalisation du présent marché.

Le titulaire fournit à la DGFIP l'ensemble des conseils, des mises en garde, et recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à la DGFIP, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

Le titulaire s'engage par ailleurs à informer la DGFIP des dates de fins de support des versions et de mise à jour des nouvelles versions.

## **ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITÉ**

Chaque partie considère comme strictement confidentiels et s'interdit de divulguer toute information donnée, formule technique ou concept dont elle pourra avoir connaissance à l'occasion du présent marché, pendant la durée d'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à étendre cette obligation de confidentialité y compris après l'expiration du présent marché et à l'ensemble des personnes associées (salariés, sous-traitants).

Pour l'application de la clause, le titulaire répond de ses salariés et de ses sous-traitants comme de lui-même.

Le titulaire toutefois ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public ou s'il en avait connaissance ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

## **ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE**

Les parties ne seront en aucun cas responsables des dommages indirects. Par dommages indirects, les parties conviennent d'entendre notamment les pertes de bénéfice, chiffre d'affaires, données ou usage de celles-ci, encourus par l'autre partie ou un tiers.

Sauf disposition contraire d'ordre public, la responsabilité pour dommages directs du titulaire au titre des présentes ne saurait excéder le montant exécuté du marché.

Cette limite ne s'applique pas aux dommages corporels (incluant le décès) et aux dommages aux biens matériels, mobiliers et immobiliers, pour lesquels le titulaire est légalement responsable.

## **ARTICLE 14 - PÉNALITÉS**

Des pénalités peuvent être mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du présent marché dans les conditions définies aux paragraphes suivant.

Les pénalités peuvent être cumulables et sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles.

Les éventuelles pénalités dont le titulaire pourrait être redevable sont réglées par imputation sur les paiements à effectuer. Si l'imputation n'est pas possible, un titre de perception sera émis.

### **14.1 Pénalités pour retard et défaut de prise en compte**

En cas de dépassement des délais prévus à l'article 23.1.5 du présent document, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la formule suivante : .

$$P = M \times R / 90$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

M = prix de la prestation en euros HT figurant sur l'annexe financière

R = nombre de périodes de quatre (4) heures de retard.

### **14.2 Pénalités pour non respect des temps de rétablissement**

En cas de dépassement des délais de rétablissement prévus à l'article 23.1.5 du présent document, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = M \times J / 90$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

M = prix de la prestation en euros HT figurant sur l'annexe financière

J = nombre de jours d'indisponibilité au-delà d'un jour.

#### **14.3 Pénalité pour sous-traitance non déclarée**

La non présentation d'un sous-traitant à la DGFIP pour acceptation entraîne, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités d'un montant de cent-cinquante (150) € HT par jour ouvré de retard à compter du début d'exécution des prestations par ce sous-traitant jusqu'au jour de la déclaration réalisée auprès de la DGFIP au moyen du formulaire DC4.

#### **14.4 Plafonnement des pénalités**

Le montant des pénalités encourues par le titulaire ne pourra pas dépasser 30 % du montant total TTC des prestations de maintenance pour la période annuelle en cours à la date du fait générateur de la pénalité.

### **ARTICLE 15 - SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ**

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai de deux mois, la DGFIP se réserve la possibilité d'appliquer l'une des sanctions suivantes :

- Une pénalité égale à 10 % du montant hors taxe des prestations effectivement payées au jour de l'expiration de la mise en demeure restée sans effet. Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail ;
- La résiliation du marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 54 du CCAG-TIC.

### **ARTICLE 16 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL**

Les sous-traitants directs ou indirects déclarés et acceptés par la personne publique et toute entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers contractent pour l'exécution des prestations objet du présent marché sont désignés ci-après « les intervenants ».

Conformément à l'article L.1262-4-1 du code du travail, tout détachement sur le territoire national d'un ou plusieurs salariés par une société établie hors de France et qui opère en qualité d'intervenant au marché devra être obligatoirement précédé de la remise à la personne publique des documents mentionnés aux articles R.1263-12 et R.1263-12-1 du code du travail, notamment la copie de la déclaration de détachement transmise, en langue française, à l'inspection du travail dans le ressort de laquelle s'effectuent les prestations.

Cette obligation concerne également toutes les entreprises de travail temporaire établies hors de France avec lesquelles le titulaire contracte pour exécuter les prestations du marché.

Le titulaire fournit à la DGFIP tout élément d'information à sa disposition nécessaire à l'accomplissement par lui et par les intervenants des obligations de vigilance posées par la réglementation :

- décret n°2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal ;

- décret n°2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales en application de l'article 105 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Il s'engage en particulier à transmettre les demandes de la personne publique à l'ensemble des intervenants et à la mettre en contact, si nécessaire, avec eux dès lors que ceux-ci sont établis hors de France et envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y effectuer les prestations du marché.

À ce titre, il prend toutes les mesures nécessaires pour organiser :

- l'information des intervenants sur leurs obligations réglementaires en matière de lutte contre le travail détaché illégal et les sanctions applicables (articles L. 1263-4-1, L. 1263-5, L. 1264-1, L. 1264-3 et R. 1263-11-1 à R. 1263-11-6 du code du travail) ;

- la propre information de son personnel et celle de la DGFIP sur les intervenants qui détachent et/ou envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y exécuter le marché (nom, adresse, téléphone et mél des sociétés).

Conformément aux articles 50.1-c), 50.1-e) et 50.1-i) du CCAG-TIC, la DGFIP se réserve le droit de résilier pour faute le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire en cas de non-respect de la présente clause.

## **ARTICLE 17 - RÉSILIATION**

En dehors des causes de résiliation prévues dans le CCAG/TIC (articles 47 à 51) et dans le présent marché, la résiliation du marché peut être effectuée en cas de non fourniture périodique des pièces prévues aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail. Dans cette dernière situation le marché est résilié aux torts du titulaire dans les conditions de l'article 50 du CCAG/TIC.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé par lettre recommandée de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours ouvrés.

Le titulaire est tenu d'assurer l'exécution de l'ensemble des prestations prévues pendant la période allant de la notification de la résiliation jusqu'à la date d'effet de celle-ci.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire *via* la PLACE.

## **ARTICLE 18 - GESTION DES DIFFÉRENTS ET DES CONTENTIEUX**

En cas de différend(s) entre le titulaire et la DGFIP dans le cadre du présent marché public, il est fait application de l'article 55 du CCAG-TIC.

### **18.1 Règlement amiable des différends intégrant le recours à la médiation interne**

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze (15) jours ouvrés. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai de deux (2) mois, prescrit par l'article 50 du CCAG-TIC pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : [drs-achat@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drs-achat@dgfip.finances.gouv.fr)

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante :

[mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr](mailto:mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr)

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties peuvent saisir le médiateur des entreprises *via* le portail suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties peuvent alors saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

## **18.2 Juridiction compétente**

À défaut de règlement amiable, tout litige survenant entre la DGFIP et le titulaire sera porté devant le tribunal administratif suivant :

*Tribunal Administratif de Montreuil*  
*7, rue Catherine Puig*  
*93100 MONTREUIL*

Téléphone : 01.49.20.20.00  
Télécopie : 01.49.20.20.99  
Mél : [greffe.ta-montreuil@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montreuil@juradm.fr)

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de la décision faisant grief.  
Le recours précontractuel avant signature du marché s'effectue selon les dispositions de l'article L.551-1 du code de justice administrative.

## **ARTICLE 19 - LANGUE ET MONNAIE**

Le présent marché relève du droit français.

L'usage de la langue française est obligatoire. L'ensemble des documents remis dans l'offre sont en français. Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français.

Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

La monnaie de compte du présent marché est l'euro.

## **ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES 2021 DES MARCHES PUBLICS DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

Article du présent document	Article du CCAG/TIC 2021 auquel il est fait dérogation	Objet de la dérogation
Article 2	4	Ordre de priorité des documents contractuels
Article 4	30	Opérations de vérification des prestations
Article 14	14	Pénalités
Article 18	55	Règlement des différends



### ARTICLE 21 - LES INTERVENANTS AU MARCHÉ

#### 21.1 Les intervenants du titulaire

##### 21.1.1 Interlocuteur unique

Le titulaire désigne dans son offre un interlocuteur unique à même de le représenter durant toute la durée du marché.

##### 21.1.2 interlocuteurs techniques

Le titulaire fournit à la DGFIP les prestations définies à l'article 22 du présent document uniquement par l'intermédiaire d'interlocuteurs techniques.

Le titulaire fournit à la DGFIP la liste de ces interlocuteurs techniques. En cas de modification d'interlocuteur le titulaire avisera la DGFIP dans les meilleurs délais.

#### 21.2 Les intervenants de la DGFIP

La DGFIP désigne en début d'exécution les interlocuteurs techniques en relation avec le titulaire. La DGFIP peut modifier sa liste à tout moment en faisant parvenir au titulaire une notification de ce changement.

La liste de ces contacts d'assistance administration fera l'objet d'une transmission par écrit au titulaire lors de la notification du marché.

La division achats du DRS est l'interlocuteur en charge du suivi administratif du marché.

### ARTICLE 22 - PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues consistent dans la maintenance et le support des progiciels IBM/Rational acquis par la DGFIP pour les produits suivants :

- IBM Rational Software Architect 8 Floating user ;
- Rational Clearcase ;
- Rational Clearquest.

Un état du parc utilisé est communiqué à titre indicatif en annexe 1 du présent document.

### ARTICLE 23 - CONTENU DES PRESTATIONS

Les prestations de support consistent en la fourniture par le titulaire des prestations suivantes :

**la correction :** prendre les dispositions nécessaires pour remédier aux erreurs et incidents (bloquants ou non) qui affectent les programmes des logiciels ;

• **les mises à jour des logiciels :** fourniture de la dernière modification contenant de nouvelles améliorations par rapport à la version précédente des logiciels ;

- **les nouvelles versions mineures et majeures des logiciels** : fourniture de la dernière version contenant de nouvelles fonctions par rapport à la version précédente des logiciels ;

- **un ensemble de services de support** qui prolongent et complètent les services de support téléphonique/électronique proposés dans le cadre des programmes de maintenance logicielle IBM.

**Dans le cadre de ce support, le titulaire fournit les prestations suivantes :**

Le titulaire fournit le support logiciel pour chaque licence de logiciel.

- le titulaire met à la disposition de la DGFIP et l'autorise à utiliser la dernière version, édition ou mise à jour commercialisée, si elle existe ;

- le titulaire répond :

- ➔ aux questions concernant l'installation et l'utilisation ;

- ➔ aux questions liées aux dysfonctionnements rencontrés dans le cadre de l'utilisation du logiciel (ci-après le « support »).

Ces prestations sont assurées par les interlocuteurs du titulaire ayant la maîtrise de la langue française ou à défaut la langue anglaise. Le support téléphonique est principalement fourni en français. Dans le cas exceptionnel où le support est fourni en anglais, le titulaire décrit les modalités mises en place pour faciliter la bonne compréhension des échanges.

Le candidat précise dans son offre l'intégralité des prestations fournies au titre du support logiciel.

Le support relatif à une version ou une édition spécifique d'un logiciel est disponible uniquement tant qu'il est commercialisé par l'éditeur du logiciel ou éventuellement le tiers.

Lorsque le support n'est plus commercialisé, la DGFIP, pour continuer à en bénéficier, doit procéder à la mise à niveau vers une version ou une édition du logiciel pour laquelle le support existe.

La stratégie du titulaire en matière de cycle de vie du support logiciel est disponible sur le site de l'éditeur du logiciel.

Le titulaire s'engage à informer régulièrement et le plus en avant possible la DGFIP de la fin de support des versions installées.

## **23.1 Modalités de réalisation**

### **23.1.1 Fourniture d'une documentation**

Le titulaire fournit à la DGFIP un accès à l'ensemble des notes techniques et ressources publié par l'éditeur du logiciel.

Le titulaire précise dans son offre le site internet à partir duquel ces éléments sont directement consultables.

### **23.1.2 Résolution des Problèmes Logiciels**

Le titulaire procède à la recherche de tout problème logiciel relatif à un produit supporté et aux mises à jour que les interlocuteurs techniques lui auront signalés. Si le résultat de cet examen met en évidence une erreur, un défaut ou un mauvais fonctionnement du produit

supporté, le titulaire prend toutes les dispositions pour remédier à ce problème, soit en fournissant des mises à jour, soit en mettant au point de concert avec la DGFIP une solution de contournement pour pallier le problème logiciel, dans l'attente d'une correction définitive du logiciel.

La DGFIP fournit un constat du problème logiciel en la forme requise par le titulaire dans l'annexe technique de son offre et fournit toutes les informations nécessaires au titulaire pour la reproduction et/ou la correction du problème logiciel.

### **23.1.3 Télé assistance**

Dans le cas de la mise en œuvre de l'article 23.1.2 ci-dessus, la DGFIP peut contacter le centre de télé assistance du titulaire, tous les jours ouvrés, de 8H00 à 18H00, pour poser toutes les questions qu'elle désire concernant les problèmes qu'elle a pu rencontrer lors de l'utilisation du ou des logiciels ou de leur mise à jour selon les modalités décrites dans l'offre du titulaire.

### **23.1.4 Mises à jour et nouvelles Versions**

Toutes les améliorations développées sur les logiciels font l'objet de mises à jour ou de nouvelles versions. Le titulaire permet à la DGFIP un accès au fur et à mesure de leurs parutions, aux mises à jour ou nouvelles versions des logiciels dès que celles-ci sont disponibles auprès de l'éditeur.

Les nouvelles versions ou mises à jour sont disponibles, par téléchargement, à partir du site indiqué par le titulaire dans son offre. Le titulaire doit décrire précisément la procédure à suivre pour cette opération au travers d'une documentation appropriée communiquée à la DGFIP qui sera renouvelée à chaque modification de la procédure.

### **23.1.5 Prise en compte des anomalies et délais de résolution**

#### Délai de prise en compte d'un problème de logiciel :

Le titulaire est contacté par voie téléphonique, électronique ou par tout autre moyen approprié décrit dans son offre.

Les délais de prise en compte du problème logiciel, c'est-à-dire les délais pendant lesquels le titulaire s'engage à prendre connaissance du problème logiciel, et le qualifie sur la base des informations données par la DGFIP, sont définis dans le tableau présenté infra, à la fin du présent point.

Lors de la demande d'intervention de la DGFIP, le titulaire attribue à la DGFIP un numéro d'ordre délivré par le centre de support du titulaire. Un échange de courriel du titulaire confirme la prise en compte dans les délais du problème logiciel.

#### Délai de résolution d'un problème de logiciel :

Le délai de correction ou de contournement du problème constaté et pris en compte est précisé dans le tableau infra.

En cas de fourniture d'une solution temporaire de contournement pour l'un des deux premiers niveaux de sévérité, une solution corrective définitive devra être fournie dans les 20 jours ouvrés à compter de la saisie initiale du support par la DGFIP.

#### Période d'intervention :

Le titulaire intervient dans le cadre du support en jours et en heures ouvrés, du lundi au vendredi, jours fériés exclus, de 8H00 à 18H00 (heures France métropolitaine). Le titulaire est contacté par voie téléphonique ou par internet (selon les modalités décrites dans son offre). Il prend en compte le problème dans les délais de prise en compte indiqués ci-dessous.

#### Qualification du type de problème logiciel et délais de prise en compte :

La nature des problèmes logiciels est de trois types :

**problème Logiciel de sévérité 1** : désigne un problème logiciel qui rend le logiciel sous licence inopérant ou crée de très graves dysfonctionnements ;

• **problème Logiciel de sévérité 2** : désigne un problème logiciel qui affecte sensiblement le fonctionnement du logiciel sous licence sans pour autant empêcher complètement la personne publique de l'utiliser ;

• **problème Logiciel de sévérité 3** : désigne un problème logiciel qui a seulement un impact mineur sur l'utilisation du logiciel sous licence.

#### *Délais de prise en compte et de résolution des anomalies*

Type de problème rencontré	Délai de prise en compte	Délai de résolution
problème Logiciel de sévérité 1	2 heures ouvrées	8 heures ouvrées
problème Logiciel de sévérité 2	4 heures ouvrées	16 heures ouvrées
problème Logiciel de sévérité 3	8 heures ouvrées	20 jours ouvrés

Les heures ouvrées sont décomptées pendant la période d'intervention.

En cas de non-respect de ces délais, le titulaire encourt des pénalités prévues à l'article 14 du présent CCP document.

En cas de problèmes complexes, le titulaire décrit dans son offre les modalités d'accès à une procédure d'escalade.

### **23.2 Exclusion du support**

La maintenance ne comprend pas :

- l'assistance à l'utilisation des logiciels hors de leur environnement opérationnel spécifié ;
- la correction de problèmes causés par une utilisation non conforme à la documentation fournie ;
- l'intervention sur le logiciel modifié à l'initiative de la DGFIP. Cependant, lorsque les problèmes logiciels constatés peuvent être reproduits sur la version standard des logiciels, le titulaire est tenu d'intervenir et ce sans supplément de prix.

## **ARTICLE 24 - CONCESSION DE DROIT D'USAGE DE LOGICIELS ET ÉTENDUE DES DROITS CONCÉDÉS**

Dès lors que les logiciels font l'objet de la maintenance commandée au titre du présent marché, le titulaire autorise la DGFIP à utiliser et faire utiliser toute nouvelle version mineure ou majeure distribuée par l'éditeur pendant la durée de la maintenance et pour la quantité de progiciels commandée, que la personne publique ait téléchargé la nouvelle version ou non.

Ce droit consiste en une concession de droit d'usage de la nouvelle version du progiciel concerné, incessible, pour le territoire français et pour la durée légale de protection des droits d'auteur.

#### **24.1 Interdiction de céder les progiciels**

La DGFIP s'interdit toute cession, sous quelque forme que ce soit, du progiciel objet du présent marché, ainsi que la distribution du progiciel à des tiers.

L'utilisation du progiciel est réservée exclusivement à ses préposés ou aux personnes qu'elle a agréées pour en faire usage dans ses locaux conformément à ses attributions. En aucun cas, ce progiciel ne peut être fourni en temps partagé ou en infogérance à des utilisateurs extérieurs sans la permission écrite préalable du titulaire.

#### **24.2 Autorisation de copier**

La DGFIP peut copier le progiciel fourni par le titulaire à fins d'installation, de maintenance ou de sauvegarde. (Par copie de sauvegarde on entend : nécessaire à la préservation de l'utilisation du progiciel. Cette copie ne pouvant être utilisée qu'en cas d'indisponibilité du programme d'ordinateur).

La DGFIP s'engage à faire figurer sur toutes les reproductions du progiciel la mention du copyright, conformément aux instructions données par le titulaire dans son annexe technique.

La résiliation de la licence entraîne celle de l'autorisation de copier et oblige la personne publique à retirer de tout ensemble progiciel distinct tout ce qui appartient au progiciel de la licence résiliée.

Tout élément du progiciel inclus par la personne publique dans un ensemble progiciel distinct reste soumis à toutes les dispositions du présent marché.

La documentation fournie par le titulaire, qu'elle soit imprimée, sous forme de microfiches ou sous toute autre forme non lisible en machine, ne peut être reproduite.

#### **24.3 Décompilation**

Le désassemblage et la décompilation sont autorisés dans le seul but de faciliter l'interopérabilité et à condition de se limiter aux éléments de programmes qui sont utiles à la réalisation de cet objectif.

Le droit de décompilation est strictement encadré par les dispositions de l'article L. 122.6.1.IV du Code de la Propriété Intellectuelle.

#### **24.4 Perte ou détérioration**

Si une clé logicielle est perdue ou inutilisable, le titulaire s'engage à en fournir une nouvelle à la DGFIP.

#### **24.5 Obligation du titulaire**

D'un commun accord les parties conviennent que le titulaire est soumis à une obligation de moyens dans l'exécution de ses prestations, sauf en ce qui concerne la livraison et l'engagement du respect des délais d'intervention en cas d'indisponibilité du progiciel qui relèvent d'une obligation de résultat.

## ARTICLE 25 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

### 25.1 Dématérialisation des livrables et déplacements

a) Tous les documents (livrables) doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible).

Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

b) Le titulaire limite les déplacements physiques et privilégie les échanges par voie dématérialisée et les visioconférences.

### 25.2 Transmission du bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article [L. 229-25 du Code de l'environnement](#) et du décret n° 2022-982 du 1<sup>er</sup> juillet 2022 relatif au BEGES, de communiquer à la DGFIP leur BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de deux (2) mois après la notification du marché.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Un nouveau BEGES (et plan de transition) est communiqué à la DGFIP si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée via la page suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

### 25.3 Responsabilité environnementale

Le titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable notamment aux différents éléments mentionnés ci-dessous :

- déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). À ce titre le titulaire s'assure également du respect et de la conformité des produits à la réglementation relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (ROHS, Restriction of the Use of Certain Hazardous Substances),
- l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006.

Dans tous les cas et sur simple demande, le titulaire communique, sans délai, les éventuels documents nécessaires justifiant le respect de la réglementation. En cas de manquement, le titulaire en court, d'une part, les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés, et, d'autre part, il s'expose à la résiliation pour faute du présent marché.

## **ARTICLE 26 - CLAUSE SOCIALE : ÉGALITÉ DE RÉMUNÉRATION ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES AFFECTÉS À L'EXÉCUTION DU PRÉSENT MARCHÉ**

Le code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel comité affecté à l'exécution de la prestation objet du contrat, la DGFIP peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L2195-3 1° du code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

## GLOSSAIRE

Aux fins du présent marché, les termes employés auront la signification suivante :

**CCP** : Cahier des clauses particulières.

**DGFiP** : Direction générale des Finances publiques.

**Produits Supportés** signifie les produits pour lesquels la DGFiP a commandé la maintenance et le support précisés en annexe de l'acte d'engagement .

**Nouvelle Version** signifie un logiciel contenant de nouvelles fonctions modifiant un logiciel ancien (AFNOR).

**Mise à jour** signifie une modification apportée à un produit supporté ou une documentation utilisateur afin de corriger une erreur ou améliorer les performances du produit et pour lequel le Titulaire, à sa seule discrétion, change le chiffre à droite du premier point décimal dans le numéro de la version du produit, comme par exemple, un changement de version 5.00 en 5.10. Une mise à jour ne veut pas dire un nouveau produit ni une nouvelle version.

**Problème Logiciel** signifie le cas où un produit supporté ne fonctionne pas conformément aux spécifications de la documentation utilisateur.

**Correction d'un Problème Logiciel** signifie de faire en sorte que le produit supporté fonctionne conformément aux spécifications de la documentation utilisateur.

**Support** signifie les services fournis (hors concession de licence) par le titulaire conformément aux termes et conditions du présent marché.



## **Annexe 1 : État du parc utilisé**

**À titre informatif, et sans que cela n'engage la DGFIP, l'état du parc utilisé à date de la publication du marché est le suivant :**

- IBM Rational Software Architect 8 Floating user = 24 licences,
- Rational Clearcase = 30 licences,
- Rational Clearquest = 75 licences.